



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des travailleuses-uses de l'éducation

n°170, été 2016

Sommaire

L'actualité de la semaine
revue et commentée

La Mauvaise Herbe,
le n°2 est sorti. Abonnez-vous !
Bulletin sur le site de la fédé



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Après une parution hebdomadaire, Classes En Lutte reprend son rythme mensuel. Prochain numéro en septembre.

Il faut savoir retirer une loi ! Grèves et manifs mardi 5 juillet



En adoptant, mardi 28 juin, le projet de loi Travail, le Sénat a méprisé les centaines de milliers de manifestantEs qui depuis quatre mois descendent dans la rue pour exiger son retrait.

Dans le jeu archaïque des institutions, les sénateurs ont même rajouté, revenant sur des articles que la droite socialiste avait modifié suite aux premières mobilisations. Entr'autres, sur la durée du travail, ils ont fait sauter le verrou des 35 heures et remis à l'ordre du jour les barèmes limitant les indemnités de licenciement sans cause réelle et sérieuse.

Pour l'essentiel, à savoir la philosophie de la réforme, instaurant la primauté de l'accord d'entreprise sur les accords de branches, les sénateurs sont en phase avec le gouvernement, rien n'a été modifié. Ce qui permettra au gouvernement de justifier son dogmatisme lors de la 2è lecture du projet de loi le 5 juillet à l'Assemblée. Droite socialiste et droite de droite pourront alors continuer leurs petits jeux de rôle sans regarder la rue. Et si les députés osaient retravailler certains articles de la loi, Valls pourra dégainer son 49.3 pour la seconde fois. La dernière ?

Carna-Valls à Lille

Mardi 28 juin, les opposantEs au projet de loi Travail ont organisé un carnaval devant le commissariat central de Lille en soutien à 8 militants interpellés* lors d'une action de blocage. Une gigantesque marionnette à l'effigie du premier ministre a été brûlée sur place. Vidéo à visionner ici : <http://www.cnt-f.org/59-62/tag/28-juin/>

*Libérés, ils seront jugés le 30 août prochain. Deux sont sous contrôle judiciaire

Ce qui s'est passé le 1er juillet à Montpellier confirme la dérive autoritaire du régime, la tendance à la militarisation généralisée de la police et la répression violente du mouvement social : 49.3, interdictions de manifester ciblées, tentatives d'interdiction des manifestations intersyndicales, dispositifs policiers d'encerclement violents, usage massif et dangereux des grenades de dés-encerclement et lacrymogènes, etc.

Alors que Manuel Valls devait inaugurer la nouvelle ligne de tram au cours d'une fête « populaire et participative », une partie des opposantEs à la loi travail qui arrivaient au compte-goutte se sont vuEs interdire l'accès à l'espace public de la fête. La police a invoqué un arrêté préfectoral dans le cadre de l'état d'urgence pour cibler celles et ceux fichéEs comme opposantEs à la loi travail.

Un dispositif digne d'un régime autoritaire était déployé pour une simple inauguration : CRS armés de fusils d'assaut, brigade d'intervention, brigade mobile de gendarmerie, plusieurs compagnies de CRS, entreprise de sécurité privée ainsi que des dizaines de policiers en civils.

Toute personne suspectée sur faciès de s'opposer à la politique du gouvernement s'est vue refoulée par les polices municipales et nationales, jouant le rôle de videurs d'une boîte de nuit à ciel ouvert. Une partie des mobiliséEs de Nuit Debout qui avaient réussi à passer se sont fait contrôler puis expulser par la brigade anti criminalité au cœur même de la fête, au total plus d'une cinquantaine de personnes.

Cela marque un nouveau pas dans le fichage généralisé et dans les interpellations « préventives ». Ainsi les opposantEs à la loi travail sont présu-

méEs coupables a priori dont on ne sait quel crime. Peut-être celui de vouloir s'exprimer et s'opposer ?

L'évacuation de certainEs militantEs n'aura pas permis de faire taire la contestation populaire.

Une grosse centaine de personnes (Nuit Debout Montpellier, Pic St Loup, Brissac, Solidaires, CGT, CNT....) ont littéralement couvert le discours de Valls avec huées, sifflets, slogans le rendant parfaitement inaudible sur la totalité des 6 minutes. Pancartes et cartons rouges savamment dissimulés ont été levés.

Le premier ministre appelé à la démission par le peuple n'est même plus capable d'inaugurer un tramway en province sans se voir politiquement bousculé.

Nombreux-sEs étaient ceux et celles qui, n'étant pas forcément venu-es au Peyrou pour contester, ont rejoint l'action tandis que quelques autres exprimaient leur mécontentement. Beaucoup de personnes, sont en colère contre Manuel Valls (en tant que représentant de l'État répressif et allié du patronat), qui s'est fait copieusement huer tout au long de son discours. Les petits fours payés avec nos impôts ont certainement eu un petit goût amer pour ces messieurs-dames !

Un beau cortège a quitté les festivités pour rejoindre les refouléEs et former une manifestation spontanée et revendicative.

Preuve a été faite que cette répression démesurée ne pourra venir à bout de la contestation populaire légitime contre la loi travail et son monde. Elle ne fera que nous rendre plus déterminéEs.

On ne lâche rien !

AG populaire/ Nuit Debout

28 j u i n . . . Echos de mani fs

Nantes (5.000 manifestantEs). Harnachés comme pour un état de siège et présents au plus près en tenue anti émeute avant même le départ de la manif, des centaines de policiers et gendarmes ont systématiquement encadré le parcours, longeant le cortège.

St Etienne (1.500). Changement d'heure et de parcours de manif. Ce qui a suscité un nouveaux tag "Trop bien ce nouveau parcours" sur les banques, les agences immobilières et les sucettes publicitaires.

Paris (55.000). Pour avoir le droit de manifester, il a fallu passer plusieurs dispositifs policiers, ouvrir les sacs, subir des fouilles au corps. Manif en cage et Bourse du Travail bloqué par les CRS !